

**RDC****Coopératives d'épargne et de crédit****Loi n°002/2002 du 2 février 2002**

[NB - Loi n°002/2002 du 2 février 2002 portant dispositions applicables aux coopératives d'épargne et de crédit]

**Titre 1 - Définitions, champ et modalités d'application****Chapitre 1 - Définitions**

**Art.1.-** Au sens de la présente Loi, sont considérés comme

- 1° « Coopératives d'Epargne et de Crédit » : tout groupement de personnes, à capital variable, doté de la personnalité morale et fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit
- 2° « Coopérative Primaire d'Epargne et de Crédit » ou « COOPEC » : toute coopérative d'épargne et de crédit principalement composée de personnes physiques et comptant au moins vingt membres, et opérant selon les principes énumérés à l'article 9. La dénomination d'une coopérative primaire d'épargne et de crédit comprend le sigle «COOPEC » ;
- 3° « Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit ou « COOPEC » : toute coopérative d'épargne et de crédit dont les membres sont exclusivement des COOPEC. La dénomination d'une coopérative centrale d'épargne et de crédit comprend le signe « COOPEC »
- 4° « Fédération de Coopératives Centrales d'Epargne et de Crédit » ou « FEDERATION » : toute coopérative d'épargne et de crédit formée exclusivement de COOPEC.
- 5° « RESEAU » : un ensemble de coopératives d'épargne et de crédit affiliées à une même coopérative centrale ou à une FEDERATION suivant les modalités de regroupement définies par la présente Loi.

**Art.2.-** Dans la présente Loi, les expressions suivantes s'entendent

- 1° « Lien commun » : l'identité de profession, d'employeur, du lieu de résidence, d'association ou d'objectif
- 2° « Dirigeant » : un membre du conseil d'administration du Conseil de surveillance, de la commission de crédit et le gérant
- 3° « Banque Centrale » : Banque Centrale du Congo.

## DRC

# Cooperatives Savings and Credit

**Act No. 002/2002 of February 2, 2002**

*[NB - Act No. 002/2002 of 2 February 2002 on the provisions applicable to savings and credit cooperatives ]*

### **Title 1 - Definitions, scope and modalities of application**

#### **Chapter 1 -Definitions**

Art.1.- In this Law, are considered

- 1 "Savings and Credit Cooperatives": any group of people, capital variable, with legal personality and based on the principles of unity, solidarity and mutual help and being primarily intended to collect savings of its members and their extend credit
- 2 "Primary Cooperative Savings and Credit" or "SACCO": any savings and credit cooperative composed mainly of individuals and have at least twenty members, and operating according to the principles listed in Article 9. The denomination of a primary cooperative savings and credit includes the acronym "SACCO"
- 3 "Central Savings and Credit Cooperative or" SACCO ": any savings and credit cooperative whose members are exclusively SACCO. The denomination of a central cooperative credit and savings includes the sign "COOCEC"
- 4. 'Federation Central Cooperatives Savings and Credit' or 'FEDERATION' means formed savings and credit cooperative exclusively COOCEC"NETWORK".
- 5. a set of savings and credit cooperatives affiliated to Me- I or a central cooperative FEDERATION following grouping rules defined by this LawIn.

Art.2.- this Act, the following expressions shall

- 1 "common link": the profession of identity, employer, place of residence, association or objective
- 2 °"Officer" means a member of the Board of Directors of the Supervisory Board, the Credit Committee and the Manager
- 3 "Central Bank". Central Bank of Congo

## Chapitre 2 - Champ et modalités d'application

**Art.3.-** La présente Loi s'applique aux coopératives d'épargne et de crédit exerçant leurs activités sur le territoire de la RDC.

**Art.4.-** La Loi Bancaire ne s'applique aux coopératives d'épargne et de crédit régies par la présente Loi que dans la mesure où cette dernière comporte des dispositions expresses à cet effet.

**Art.5.-** Les coopératives d'épargne et de crédit constituent un Etablissement de Crédit au sens de l'article 1 de la Loi bancaire et s'inscrivent dans les catégories d'établissements de crédit prévues à l'article 2 de ladite Loi.

**Art.6.-** Les précisions concernant les opérations de banque prévues à l'article 6, au 1er alinéa de l'article 7 et à l'article 8 de la Loi Bancaire s'appliquent également aux coopératives d'épargne et de crédit.

Toutefois, conformément au deuxième alinéa de l'article 3 de la Loi Bancaire, les dépôts effectués auprès des coopératives d'épargne et de crédit ne sont pas cessibles.

**Art.7.-** Nul ne peut se prévaloir dans sa dénomination sociale ou sa raison sociale de l'une des appellations. « Loi Bancaire » l'activité et au Etablissements de Loi relative à contrôle des Crédit suivantes ou d'une combinaison de celle-ci : « coopérative d'épargne et de crédit », « coopérative primaire d'Epargne et de crédit » ou « COOPEC », « coopérative centrale d'épargne et de crédit » ou « COOCEC » et « Fédération des coopératives centrales d'épargne et de crédit », ni les utiliser pour ses activités, ni créer l'apparence d'une telle qualité, sans avoir été préalablement agréé dans les conditions prévues par les articles 15 à 19.

Tout avis de changement de dénomination doit être communiqué à la Banque Centrale et au Tribunal de Grande Instance compétent.

**Art.8.-** La coopérative d'épargne et de crédit ne peut exercer une activité autre que collecter l'épargne de ses membres et leur consentir du crédit, sauf dans les conditions déterminées par la Banque Centrale.

En ce cas, ces opérations doivent demeurer d'une importance limitée par rapport à l'ensemble des activités principales et sont réputées ne pas constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit.

Sous réserve du premier alinéa, les activités de la coopérative d'épargne et de crédit sont réservées à ses membres.

**Art.9.-** La coopérative d'épargne et de crédit est régie par le principe de la coopération et ses valeurs centrales d'égalité, d'équité et d'entraide, d'autodétermination et contrôle démocratique.

Elle agit selon les coopérative suivantes règles d'action

- 1° l'adhésion est libre et volontaire
- 2° le nombre des membres n'est pas limité

## **Chapter 2 - Coverage and Application terms**

Article 3: This law applies to savings and credit cooperatives carrying on their activities in the territory of the DRC apply.

Article 4: The Banking Act does to savings and credit cooperatives governed by this Act insofar as it contains specific provisions to this effect.

Art.5.- The savings and credit cooperatives provide meaning to the Credit Institution Article 1 of the Banking Act and is in credit institutions of pre categories views in section 2 of the Act.

Article 6: The details of bank operations provided for in Article 6 1st paragraph of Article 7 and Article 8 of the Banking Act shall also apply to savings and credit cooperatives.

However, under the second paragraph of Article 3 of the Banking Act, deposits effort factués with savings and credit cooperatives are not transferable.

Art.7.- No one can claim in its corporate name or company name of one of the names. "Banking Act" activity and Establishments Act on control of the following credit or a combination thereof: "Cooperative Savings and Credit", "Primary Cooperative Savings and Credit" or " SACCO, "" Central Cooperative Savings and Credit or "COOCEC" and "Federation of central savings and credit cooperatives", nor use them for its business, or create the appearance of such quality without previously approved under the conditions laid down in Articles 15 to 19.

Any notice of name change must be communicated to the Central Bank and the Court of First Instance jurisdiction.

Art.8.- The savings and credit cooperative may perform another activity that collect savings of its members and extend credit, except as determined by the Central Bank.

In this case, these operations must remain of limited importance in relation to all key activities and are deemed not to be carrying on a trade or a means of profit.

Subject to the first paragraph, the activities of the savings and credit cooperative are reserved to its members.

Art.9. - The savings and credit cooperative is governed by the principle of cooperation and its core values of equality, fairness and mutual aid, self-determination and democratic control than rules.

it is in the following cooperative Action

- 1 membership is free and voluntary
- 2 ° the number of members is not limited

- 3° les membres jouissent du même droit de vote selon le principe « une personne, une voix » sans égard au nombre des parts sociales qu'ils détiennent
- 4° un membre ne peut voter par procuration
- 5° l'intérêt sur les parts sociales est limité
- 6° les trop-perçu annuels sont d'abord versés à la réserve générale dans les limites prévues aux statuts, ensuite le solde est distribué aux membres au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux avec la coopérative d'épargne et de crédit ;
- 7° les actions visant l'éducation coopérative des membres sont privilégiées.

## **Titre 2 - Constitution, agrément et capital social**

### **Chapitre 1 - Constitution**

**Art.10.-** La COOPEC est constituée, conformément à la présente Loi, sous la forme de coopérative à capital variable ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit.

La constitution d'une COOPEC requiert la tenue d'une Assemblée Générale constitutive ayant notamment pour objet de statuer sur l'objet de la COOPEC, sa dénomination et son siège social.

L'Assemblée Générale constitutive doit en outre établir la liste des souscripteurs au capital social, approuver le projet de statuts et procéder à l'élection des membres des organes.

Les membres fondateurs doivent signer, lors de l'Assemblée constitutive une déclaration, mentionnant la dénomination de COOPEC, son siège social, le lien commun, les domicile, noms, profession et domicile des signataires ainsi que la dénomination la COOPEC à laquelle pourra éventuellement s'affilier.

**Art.11.-** La déclaration de Fondation renseignée à l'article 10 doit être signée par au moins vingt personnes capables de contracter, et déposée au Greffe du Tribunal de Grande

Instance dans le ressort duquel la COOPEC a son siège social.

La Déclaration doit être accompagnée des statuts de la COOPEC.

**Art.12.-** Les statuts de la COOPEC définissent notamment

- 1° L'objet, la dénomination, le siège social et la zone géographique d'intervention
- 2° le lien commun
- 3° les droits et obligations des membres
- 4° la durée de vie de la COOPEC
- 5° la valeur nominale ainsi que les conditions d'acquisition, de cession et de remboursement des parts sociales
- 6° les conditions et modalités d'adhésion, de suspension, de démission ou d'exclusion des membres
- 7° les conditions d'accès des membres aux services de la COOPEC
- 8° la responsabilité des membres vis-à-vis des tiers

- 3 members enjoy the same your right according to the principle "one person, one vote" regardless of the number of shares they hold
- 4 ° a member may vote by proxy
- 5 ° interest on shares is limited
- 6 ° annual overpayment are first paid into the general reserve to the extent provided in the statutes, then the balance is distributed to members in proportion to the operation performed by each of them with savings and credit cooperative;
- 7 ° actions to cooperative education of members are preferred-.

## **Title 2 Constitution, approval and capital**

### **Chapter 1 - Constitution**

Art.10.- SACCO is constituted in accordance with this Law, in the form of co-operative capital variable being primarily intended to collect savings of its members and extend credit.

The constitution of a COPEC requires the holding of a constituent General Assembly designed in particular to rule on the subject of the SACCO , its name and its headquarters so- cial.

Constitutive General Assembly must also establish the list of subscribers to the share capital, to approve the draft constitution and to elect members of the organs.

The founding members must sign at the Constituent Assembly a statement, mentioning the name of SACCOS, its head office, the common bond, home, names, occupation and residence of the signatories and the name SACCO which will eventually join.

Art.11. The Foundation declaration filled in Article 10 must be signed by at least twenty persons capable of contracting and filed with the Clerk of Court

-theDistrictin whose jurisdiction the SACCO is headquartered

Declaration must be accompanied by the statutes SACCO.

Art.12.- The statutes of the SACCO define particular

- 1 The object, the name, head office and the geographical area of intervention
- 2 common link
- 3 ° rights and obligations Member
- 4 ° lifetime SACCO
- 5 ° nominal and the conditions for the acquisition, disposal and reimbursement of shares
- 6 ° the terms and conditions of membership, suspension, resignation or expulsion of members

- 7 ° access conditions Member Services SACCO
- 8 ° the responsibility of Member vis-à-vis third

**Cooperatives Savings and Credit3/19**

- 9° les organes, leur rôle, leur composition et leur mode de fonctionnement
- 10° le nombre minimum et maximum de membres des organes, leurs pouvoirs, la durée de leur mandat et les conditions de leur renouvellement ou de leur révocation
- 11° les règles et normes de gestion financière ainsi que la répartition des excédents annuels sous réserve de l'article 59 ;
- 12° le contrôle de la COOPEC.

**Art.13.-** Toute modification des statuts doit être adoptée par l'Assemblée Générale extraordinaire par la décision prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les membres présents.

Cette modification est soumise à l'approbation de Banque Centrale dans le délai d'un mois à compter de la date de l'Assemblée Générale ayant statué sur la modification. Elle est ensuite déposée au greffe de la juridiction compétente. Copie de la modification est transmise à la COOCEC ou à la Fédération, selon le cas.

## Chapitre 2 - Agrément

**Art.14.-** La coopérative primaire d'épargne et de crédit doit, avant d'exercer ses activités sur le territoire de la RDC, être agréée préalablement par la Banque Centrale, dans les conditions prévues aux articles 15 à 19.

L'agrément lui confère la personnalité morale.

**Art.15.-** La demande d'agrément est introduite auprès de la Banque Centrale. Le dossier d'agrément, comporte les informations et documents suivants

- 1° les statuts dûment signés par les fondateurs
- 2° le procès-verbal de l'Assemblée Générale constitutive
- 3° la déclaration de fondation prévue à l'article 10 ;
- 4° les noms, adresse et profession des dirigeants
- 5° les pièces attestant des versements effectués au titre de souscriptions au capital ;
- 6° les prévisions d'activités, d'implantation d'organisation
- 7° le détail des moyens techniques et financiers ainsi que des ressources humaines que la COOPEC entend mettre en œuvre au regard de ses objectifs et de ses besoins
- 8° les règles et procédures comptables et financières
- 9° tous autres documents et informations susceptibles d'éclairer la décision de la Banque Centrale.

**Art.16.-** Dans le processus d'examen de la demande d'agrément, la Banque Centrale est habilitée à recueillir tous renseignements et documents jugés utiles à l'instruction de la demande.

**Art.17.-** La demande d'agrément est déposée à l'endroit indiqué par la Banque Centrale.

Dans le cas de la COOPEC en voie d'affiliation à une COOCEC, la demande d'agrément peut être introduite par cette dernière à la Banque Centrale.



- 9 ° organs, their role, their composition and mode of operation
- 10 ° the minimum and maximum number of members of bodies, their powers, their term of office and the conditions of their renewal or their revocation
- 11 ° the financial management rules and standards as well as the distribution of annual surplus subject to section

59;.12 ° • control SACCO

Art.13.- Any modification of the statutes must be adopted by the extraordinary General Meeting by the decision taken by a majority of two thirds of votes cast by members present.

This change is subject to approval of Central Bank within a period of one month from the date of General Assembly having approved the change. She then lodged at the competent court. Copy of the amendment is passed to the COOCEC or the Federation, as the case-.

## **Chapter 2 Approval**

Art.14.- The primary cooperative savings and credit must, before exercising its activities in the territory of the DRC , be approved in advance by the Central Bank, in accordance with Articles 15 to 19.

The approval gives it moral.personality

Art.15.-The application for approval shall be submitted to the Central Bank. The accreditation application, includes the following information and documents

- 1 statutes duly signed by the founders
- 2 Minutes of the constituent General Assembly
- 3 founding declaration under Article 10;
- 4. the names, addresses and occupations of leaders
- 5. documents certifying payments made in respect of capital subscriptions;
- 6 ° forecasts of activities, organizational implementation
- 7 ° details of technical and financial and human resources that the SACCO intends to implement in relation to its objectives and needs
- 8 ° accounting and financial rules and procedures
- 9 ° any other documents and information that can inform the decision of the Central Bank .

Art.16.- In the process of reviewing the application for approval, the Central Bank is bedded capita to collect all information and documents deemed relevant to the examination of the

application.

The application Art.17.- Approval is deposited at the place indicated by the Central Bank.

In the case of the SACCOs in the process of affiliation with a COOCEC, the license application may be submitted by the latter to the Central Bank.

**Cooperatives and Savings 4/19 Credit**

**Art.18.-** A la réception de la demande d'agrément, la Banque Centrale délivre un avis de réception. L'examen de la demande d'agrément peut être confié à d'autres structures ou personnes dans les conditions précisées par la Banque Centrale.

**Art.19.-** L'agrément est accordé dans les 90 jours de la date mentionnée sur l'avis de réception, dépassé ce délai la coopérative est réputée agréée.

L'acte d'agrément est publié, aux frais de la requérante, au Journal Officiel et dans au moins un organe de grande diffusion de la presse nationale.

L'acte d'agrément précise les activités que peut exercer la COOPEC.

Le refus d'agrément est notifié à la requérante par la Banque Centrale dans le même délai que celui fixé au premier alinéa.

### **Chapitre 3 - Capital social**

**Art.20.-** Le capital social de la COOPEC est constitué de parts sociales dont la valeur nominale est déterminée par les statuts.

Le capital social varie en fonction de l'évolution de la valeur et du nombre de parts sociales ainsi que du nombre de membres.

**Art.21.-** Les parts sociales doivent être intégralement libérées.

Elles sont nominatives et non négociables ; elles ne sont cessibles que selon les dispositions des statuts. Les parts sociales sont saisissables, sauf pour le minimum requis pour obtenir la qualité de membre, et dans la mesure où leur saisie n'entraîne pas la dissolution de la COOPEC. Les parts sociales peuvent être rémunérées dans les limites fixées par l'Assemblée Générale.

## **Titre 3 - Membres - Organes dirigeants - Gérance**

### **Chapitre 1 - Membres**

**Art.22.-** Peut-être membre d'une COOPEC, toute personne morale ou physique capable de contracter et qui

- 1° partage le lien commun, tel que défini à l'article 2 ;
- 2° souscrit et libère au moins une part sociale
- 3° signe une demande d'adhésion, sauf dans le cas d'un fondateur
- 4° s'engage à respecter les statuts et les règlements de la COOPEC
- 5° s'acquitte du droit d'adhésion fixé, le cas échéant, par l'Assemblée Générale
- 6° est admise par le Conseil d'Administration.

Art.18.- Upon receipt of the approval application, the Central Bank shall issue a notice of reception. The review of the application for approval can be given to other structures or personal ties in the conditions specified by the Central Bank.

Article 19. Approval is granted within 90 days of the date mentioned on the notice of receipt, exceeded this time the cooperative is deemed approved.

The act of accreditation is published at the expense of the applicant, in the Official Gazette and in at least one organ of general circulation in the national press.

The accreditation document specifies the activities that may be exercised SACCO-..

The refusal of authorization shall be notified to the applicant by the Central Bank within the same deadline as the one fixed in the first paragraph

### **Chapter 3 Share capital**

The capital Art.20.- Social SACCO consists of shares whose nominal value is determined by the statutes.

The capital varies with changes in the value and number of shares and the number of members.

Art.21 .- The shares must be fully paidnon-negotiable.

they are registered and they are transferable only in accordance with the statutes. The shares are seizable, except for the minimum required for the membership, and to the extent that their entry does not cause the dissolution of the PEC COO. The shares may be paid within the limits set by the Gen- eral Assembly-.

### **Title 3 Member - Governing bodies - Management**

#### **Chapter 1 - Members**

Art.22.- Perhaps a member of a SACCO, any person or entity capable of contracting and

- 1 sharing the common bond, as defined in Article 2;
- 2 • subscribed and releases at least a share
- 3 ° sign an application for membership, except in the case of a founder
- 4.agrees to respect the statutes and regulations of the SACCO
- 5 ° pays the fixed membership fee, if any, by the General Assembly
- 6 ° shall be allowed by the Board of Directors .

**Art.23.-** La COOPEC peut prévoir dans ses statuts une catégorie de membres auxiliaires. Ces membres sont des personnes physiques ou morales qui ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 22 pour l'adhésion des membres.

Les statuts déterminent, en outre, les conditions de leur admission ainsi que leurs droits et obligations, sous réserve de l'alinéa ci-dessous.

Ces membres ont le droit d'assister aux Assemblées, mais ne peuvent voter ni remplir une quelconque fonction au sein de la COOPEC.

**Art.24.-** Un membre peut se retirer, à condition qu'il ne soit pas emprunteur ou endosseur d'un prêt. Toutefois, une démission peut être refusée, pendant deux ans maximum, lorsqu'elle a pour conséquence la dissolution de fait de la COOPEC. La décision portant refus de la démission d'un membre peut faire l'objet d'un recours devant l'Assemblée Générale.

**Art.25.-** Le Conseil d'Administration peut exclure tout membre qui ne respecte pas les principes de la coopération tels que définis dans la présente Loi, les statuts ou le règlement intérieur de la

COOPEC, ou qui met en péril le bon fonctionnement de la COOPEC. La décision d'exclusion d'un membre peut faire l'objet d'un recours devant l'Assemblée Générale.

**Art.26.-** En ce qui concerne les dettes de la COOPEC, la responsabilité financière des membres est engagée à concurrence de leurs parts sociales.

**Art.27.-** La perte de la qualité de membre donne lieu à l'apurement de ses créances et engagements à l'égard de la COOPEC.

## **Chapitre 2 - Organes**

**Art.28.-** La COOPEC est dotée des organes suivants

- l'Assemblée Générale
- le Conseil d'Administration
- le Conseil de Surveillance
- la Commission de Crédit.

Les statuts et le règlement intérieur de la COOPEC précisent les règles de fonctionnement de ses organes.

### ***Section 1 - Assemblée générale***

**Art.29.-** L'Assemblée Générale est l'instance suprême de la COOPEC. Elle est constituée de l'ensemble des membres convoqués conformément aux Statuts.

**Art.30.-** L'Assemblée Générale a notamment compétence pour :

- 1<sup>o</sup> s'assurer de la bonne administration et du bon fonctionnement de la COOPEC ;
- 2<sup>o</sup> modifier les statuts et le règlement intérieur de la COOPEC ;
- 3<sup>o</sup> modifier le siège social et le lien commun de la COOPEC

Art.23.- SACCO may provide in its articles in a class of auxiliary members. These members are natural or legal persons who do not fulfill the conditions provided for in Article 22 for membership.

The statutes shall, moreover, the conditions of their admission and their rights and obligations, subject paragraph below.

These members have the right to attend meetings but can not vote or hold any office within the SACCO.

Art.24.- A member may withdraw, provided that is not borrower or endorser of a loan. However, a resignation may be refused, for up to two years, when it results in the dissolution because of the SACCO. The decision refusing the de- mission of a member is subject to appeal before the General Assembly.

Art.25.- The Board of Directors may exclude any member who does not respect the principles cooperation as defined in this Act, the statutes or internal rules of Procedure of the

SACCO, or jeopardizing the proper functioning of the SACCO. The decision to expel a member may be appealed before the General Assembly.

Art.26.- Regarding the debts of the SACCO, financial responsibility of the Member is committed to competition . their shares

Art.27.- loss of membership results in the discharge of its debts and commitments with regard to the SACCO-.

## **Chapter 2 Organs**

Art.28.-SACCO iswith the following bodies

- the General Assembly
- the Board of Directors
- Supervisory Board
- . • Credit Committee

The statutes and rules of procedure of the SACCO specify the rules of functioning of its organs-.

### ***Section 1 General Assembly***

Art .29.- The General Assembly is the supreme body of the SACCO. It consists of are all members convened in accordance with the Articlesto:.

Art.30.- The General Assembly has jurisdiction

- 1 ° to ensure the proper administration and proper functioning of SACCOS;

- 2 change the statutes and rules of procedure of the SACCO,
- 3 ° change the registered office and the common bond of the SACCO

**savings cooperatives and credit6/19**

- 4° approuver les rapports des autres organes
- 5° élire et révoquer les membres des organes de la COOPEC
- 6° décider de l'affectation des trop- perçus annuels
- 7° définir la politique de crédit de la COOPEC ;
- 8° créer des réserves et toute structure qu'elle juge utile pour la réalisation de l'objet de la COOPEC ;
- 9° traiter de toutes autres questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de la COOPEC.

**Art.31.-** A l'exclusion des dispositions relatives aux modifications des statuts, à l'élection des membres des organes, à l'approbation des comptes et à l'affectation des résultats, l'Assemblée Générale peut déléguer certains de ses pouvoirs à tout autre organe de la COOPEC.

**Art.32.-** Les membres se réunissent en Assemblée Générale ordinaire au moins une fois l'an, principalement dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice social, en vue notamment :

- 1° d'adopter le rapport d'activités de l'exercice
- 2° d'examiner et d'approuver les comptes de l'exercice
- 3° de donner quitus aux membres des organes de gestion ;
- 4° d'élire les membres des organes
- 5° de nommer un commissaire aux comptes, le cas échéant.

**Art.33.-** Les membres peuvent se réunir en Assemblée Générale extraordinaire convoquée à l'initiative :

- 1° du Conseil d'Administration de la COOPEC ;
- 2° d'au moins le tiers des membres de la COOPEC
- 3° du Conseil d'Administration de COOPEC à laquelle la COOPEC est affiliée
- 4° du Conseil de Surveillance de la COOPEC ;
- 5° de la Banque Centrale.

Seules les questions figurant dans l'avis de convocation peuvent faire l'objet des délibérations de l'Assemblée Générale extraordinaire.

## ***Section 2 - Conseil d'administration***

**Art.34.-** Le Conseil d'Administration de la COOPEC se compose d'au moins cinq administrateurs. Toutefois, les statuts de la COOPEC peuvent prévoir un nombre impair plus élevé d'administrateurs qui ne peut être supérieur à neuf.

Aucun salarié de la COOPEC ne peut faire partie du Conseil d'Administration.

Le gérant assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration dont il assume par ailleurs le secrétariat.

**Art.35.-** Le Conseil d'Administration exerce, dans les limites des statuts et du règlement intérieur, les pouvoirs qui lui sont généralement ou spécialement délégués par l'Assemblée Générale.



- 4 ° to approve the reports of other organs
- 5. elect and dismiss members of SACCOs Organs
- 6. decide on the allocation of the perceived annual too-
- 7 ° set the SACCO's credit policy;
- 8th create reserves and any structure that it considers useful for the realization of the object of the SACCO,
- 9 ° deal with all other matters relating to the organization and functioning of the SACCO statutes.

Art.31.- Excluding provisions for amendment of the at the election of bodies, with the approval of the accounts and the allocation of profits, the General Assembly may delegate some of his powers to any other organ of the PEC COO.

The Art.32.- Members meet in ordinary General Assembly at least once a year, mainly in the three months following the close of each financial year, in order:

- 1 to adopt the exercise activity report
- 2 ° to consider and approve the annual accounts
- 3 to discharge the members of the management bodies;
- 4 ° to elect members of the organs
- 5 ° to appoint an auditor, if necessary .

Art.33.- Members can meet in extraordinary General Assembly convened for the initiative:

- 1 ° the Board of Directors of the SACCO,
- 2 ° of at least one third of members of the SACCO
- 3 of the Board of COOCEC which is affiliated SACCO
- 4 of the Supervisory Board of the SACCO,
- 5 of the Central Bank deliberations.

Only questions contained in the notice may be subject to the extraordinary general meeting.

### ***Section 2 - Board of Directors***

The Board of Directors Art.34.- SACCO is composed of at least five directors. However, the statutes may provide for the SACCO a higher odd number of directors who may be more than nine.

No employee of the SACCOs can not be part of the Board.

The manager assists in an advisory capacity in meetings of the Council of Directors as- sume he also the secretariat.

Art.35.- The Board of Directors shall, within the limits of the statutes and rules of procedure, the powers generally or specially delegated by the Assembly gen- eral.

**Savings and Credit Cooperatives 7/19**

A cet effet, il doit notamment

- 1° définir la politique de gestion des ressources de la COOPEC
- 2° assurer le respect des prescriptions légales, réglementaires et statutaires
- 3° favoriser le travail des inspecteurs et de toute mission de contrôle dépêchée par la Banque Centrale, par la COOPEC ou par la Fédération, selon le cas
- 4° promouvoir par toute mesure utile, l'éducation économique, sociale et coopérative des membres
- 5° statuer en appel sur les décisions de la Commission de Crédit à l'endroit d'un membre
- 6° proposer des solutions pour un règlement à l'amiable des différends
- 7° mettre en application les décisions de l'Assemblée Générale
- 8° rendre compte périodiquement de son mandat à l'Assemblée Générale.

**Art.36.-** Le Conseil d'Administration se réunit dans les formes prévues par les statuts et le règlement intérieur de la COOPEC.

**Art.37.-** La majorité des administrateurs constitue le quorum du Conseil d'Administration. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des administrateurs présents.

### *Section 3 - Conseil de surveillance*

**Art.38.-** Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres élus par l'Assemblée Générale.

**Art.39.-** Le Conseil de Surveillance est chargé de veiller sur les opérations de la COOPEC. Il a accès à toutes les pièces et peut obtenir tous les renseignements qu'il requiert.

**Art.40.-** Le Conseil de Surveillance est chargé notamment de

- 1° vérifier les avoirs et les engagements de la COOPEC
- 2° contrôler les opérations découlant des décisions de la commission de crédit
- 3° soumettre ses recommandations au Conseil d'Administration
- 4° s'assurer que les opérations de la COOPEC sont contrôlées périodiquement et conformément aux articles 69, 74, 75 et 76 ;
- 5° convoquer une Assemblée Générale extraordinaire s'il estime que le Conseil d'Administration tarde à prendre les mesures que nécessite la situation
- 6° s'assurer que les règles de déontologie applicables à la COOPEC sont respectées.

Le Conseil de Surveillance d'une COOPEC non affiliée adopte les règles relatives à la protection des intérêts de la COOPEC et de ses membres.

### *Section 4 - Commission de crédit*

**Art.41.-** La Commission de Crédit est composée de trois membres.

**Art.42.-** La majorité des membres constitue le quorum de la Commission de Crédit. Le Gérant de la COOPEC assure d'office le secrétariat et assiste, avec voix consultative, aux réunions.

For this purpose it must in particular

- 1 set SACCO's resource management policy
- 2 ° ensure compliance with requirements legal, regulatory and statutory
- 3 ° promote the work of inspectors and any review mission by the Bank Central, by the Federation spoke COOCEC or, as the case
- 4 ° to promote by any measure, economic education , social and cooperative members
- 5 ° hearing appeals from decisions of the Credit Committee at the place of a member
- 6. propose solutions for amicable settlement of disputes
- 7 ° implementing the Decisions of the General Assembly
- 8. • report periodically on its mandate to the General Assembly.

Art.36.- The Board of Directors meets in the manner prescribed by the statutes and rules of procedure of the SACCO.

Art. 37. The majority of the directors constitutes a quorum of the Board. The decisions of the Board are taken by a majority of the directors pre- SENTS-.

### ***Section 3 Supervisory Board***

Art.38.-The Supervisory Board consists of three members elected by the General Assembly

Art.39..- The Supervisory Board is responsible for overseeing the operations of the SACCO. He has access to all parts and can get all the information he requires.

Art.40.- The Supervisory Board is primarily responsible for

- 1 check the assets and the liabilities SACCO
- 2 control operations arising Credit decisions of the commission
- 3 penny put its recommendations to the Board
- 4 ° to ensure that the operations of the SACCOs are controlled periodically and in accordance with Articles 69, 74, 75 and 76;
- 5 ° to convene an extraordinary General Assembly if it considers that the Board delay in taking the measures necessary situation
- 6 ° to ensure that the rules of ethics applicable to the SACCOs are met.

The Supervisory Board of SACCOs unaffiliated adopts rules on the protection of the interests of the SACCO and its members-.

### ***Section 4 Credit Commission***

Art.41.- The Credit Committee consists of three membersmajority.

Art.42.- the members constitutes a quorum of the Credit Commission. The Gen- rant SACCO automatically ensures the secretariat and assists in an advisory capacity, to meet- ings.

**Savings and Credit Cooperatives 8/19**

**Art.43.-** La Commission de Crédit a la responsabilité de gérer la distribution et le remboursement du crédit conformément aux politiques et procédures définies en la matière.

Les décisions de la Commission de Crédit sont prises à l'unanimité.

Tout membre de la COOPEC peut se pourvoir en recours auprès du Conseil d'Administration contre une décision de la Commission de Crédit.

#### ***Section 5 - Dispositions communes aux organes d'administration, de gestion et de contrôle***

**Art.44.-** Au sein d'une COOPEC, les fonctions de gestion et de contrôle sont exercées par des organes distincts.

**Art.45.-** La durée du mandat des membres du Conseil d'Administration, du Conseil de Surveillance et de la Commission de Crédit est de trois ans renouvelable chaque année au tiers des membres.

Les statuts fixent les modalités de renouvellement.

**Art.46.-** Les fonctions exercées par les membres au sein des organes sont bénévoles.

Seuls les frais engagés par les membres des organes dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent leur être remboursés dans les conditions fixées par l'Assemblée Générale.

En dehors de tels remboursements, il ne peut leur être accordé aucun avantage direct ou indirect, sous quelque forme que ce soit.

**Art.47.-** Les membres des organes exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Toute vacance au sein d'un organe est comblée pour la durée non écoulée du mandat par un membre élu par l'Assemblée Générale.

**Art.48.-** Le Conseil de Surveillance et la Commission de Crédit transmettent, à la fin de l'exercice social de la COOPEC, leurs rapports d'activité au Conseil d'Administration et les présentent lors de l'Assemblée Générale annuelle.

### **Chapitre 3 - Dirigeants**

**Art.49.-** Nul ne peut être dirigeant d'une COOPEC, s'il :

- 1° n'est pas membre de la COOPEC
- 2° a un litige avec la COOPEC ou avec la COOPEC à laquelle la COOPEC est affiliée
- 3° exerce une activité rémunérée au sein de la COOPEC ou du réseau, sauf en ce qui concerne le gérant
- 4° détient, autrement qu'en qualité de membre, un intérêt quelconque dans la coopérative d'épargne et de crédit, ou s'il exerce une autre fonction de nature à mettre en cause son impartialité
- 5° n'est pas de bonne conduite et de bonne moralité

Art.43.- Commission Credit is responsible for managing the distribution and reimbursement credit in accordance with policies and procedures defined in the matter.

The decisions of the Credit Committee are taken unanimously.

Any member of the SACCO can lodge an appeal to the Board against a decision by the Credit Commission-.

### ***Section 5 Provisions common to administrative, management and control***

Art.44.- Within a SACCO, the functions of management and control are performed by separate bodies.

Art.45.- The term of office of members of the Board of Directors, the Supervisory Board and Credit Commission is three years renewable each year one third of the members.

The statutes lay down the renewal terms.

Art.46.- The functions performed by members in the organs are volunteers.

Only expenses incurred by members of the organs in the performance of their duties, they may be reimbursed under the conditions established by the General Assembly.

Apart from such repayments, he can be granted to them any direct or indirect advantage in any form whatsoever.

Art.47.- Members of organs exercise their mandate until election of their successors.

Any vacancy on the organ is filled for the remainder of the term by a member elected by the General Assembly.

Art.48.- Supervisory Board and Credit Commission transmit at the end of the financial year of the SACCOs, their activity reports to the Board and present at the Annual General Meeting-.

### **Chapter 3 Leaders**

Art.49.- No one can be a leader of a SACCO, if:

- 1 is not a member of the SACCO
- 2 has a dispute with the SACCO or the COOCEC which is affiliated SACCO
- 3 gainfully employed within the SACCO or network, except with regard Manager
- 4 ° holds, other than a member, any interest in the savings and credit cooperative, or performs another function such as to call into question impartiality
- 5 ° is not of good conduct and good morals

- 6° a été condamné en RDC ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de l'une des infractions suivantes :
  - a. faux monnayage
  - b. contrefaçon ou falsification de billets de banque, d'effets publics en marques
  - c. contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques
  - d. faux et usage de faux en écritures
  - e. vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroqueries, recel ou grivèlerie
  - f. banqueroute simple ou frauduleuse, circulation fictive d'effets de commerce
  - g. émission de chèque sans provision
  - h. corruption ou concussion
  - i. blanchiment de capitaux
- 7° a déjà perdu la qualité de dirigeant d'une coopérative d'épargne et de crédit à la suite d'un manquement grave ou d'une faute lourde
- 8° a été condamné pour infraction à la présente Loi ou à la réglementation du change
- 9° a été déclaré en faillite, sauf réhabilitation en sa faveur, même si la faillite s'est ouverte à l'étranger
- 10° a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un Etablissement de Crédit dont la liquidation forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée.

Lorsque la décision dont résulte l'une des interdictions visées au présent article est ultérieurement rapportée ou infirmée, l'interdiction cesse de plein droit, à moins que la nouvelle décision ne soit susceptible de recours.

**Art.50.-** Nul ne peut être dirigeant d'une coopérative d'épargne et de crédit s'il exerce des fonctions de responsabilité dans un établissement concurrent, ayant totalement ou partiellement le même objet social. Les agents de la Banque Centrale ne peuvent pas occuper une fonction permanente au sein d'une Coopérative.

**Art.51.-** Nul ne peut être dirigeant dans plusieurs COOPEC, que celles-ci soient ou non affiliées à une même COOCEC.

De même, dans une COOPEC, COOCEC ou Fédération, nul ne peut être membre de plusieurs organes à la fois.

**Art.52.-** Les dirigeants ne peuvent obtenir des crédits ou d'autres services dispensés par la coopérative d'épargne et de crédit à des conditions plus avantageuses que celles dont bénéficient les autres membres.

Il en est de même des salariés ou de toute autre personne intéressée ou liée à un dirigeant au sens des règles de déontologie.

**Art.53.-** Les dirigeants sont pécuniairement responsables, individuellement ou solidairement, dans l'exercice de fautes commises de leurs fonctions.

**Art.54.-** Un membre d'un organe peut démissionner de ses fonctions dans les formes et conditions fixées par les statuts.

Un membre d'un organe peut être suspendu ou démis par l'Assemblée Générale ou par le Conseil d'Administration pour faute grave, notamment pour violation des prescriptions légales, réglementaires ou statutaires.



- 6 ° was sentenced in DRC or abroad as a writer, accomplice or to attempt any of the following offenses: - a. counterfeiting - b. counterfeiting or falsification of bank notes, treasury bills in brands - c. counterfeiting or falsification of seals, stamps, dies and marks - d. forgery and use of forgery - e. theft, extortion, embezzlement or breach of trust, fraud, receiving or making off without payment - f. single or fraudulent bankruptcy, fictitious circulation of bills - g. bounced check issue - h. corruption or extortion - i. money laundering
- 7 ° has already lost the manager of a savings and credit cooperative as a result of serious misconduct or gross negligence
- 8 ° was convicted of an offense under this Act or the regulation of foreign exchange
- 9th has been declared bankrupt, unless rehabilitation in his favor, even if bankruptcy opened abroad
- 10 ° took part in the administration, management or management a current Credit Establishment which forced liquidation was ordered or whose bankruptcy was declared.

When the decision result of which one of the prohibitions referred to in this article is revoked or invalidated subsequently, the ban stops by right, unless the new decision is subject to appeal.

Art.50.- No one shall be an officer of a savings and credit cooperative he performs functions of responsibility in a competing establishment, have entirely or partially the same corporate purpose. The Central Bank officers can not occupy a permanent function in a cooperative.

Art.51.- No one can be a leader in several SACCOs that they be displayed or not linked to the same COOCEC.

From Similarly, in a SACCO, or COOCEC Federation, no person may be a member of several organs at once.

Art.52.- Leaders can obtain credit or other services provided by the cooperative savings and credit more advantageous conditions than those beneficiary other members.

It is the same employees or any other interested person or associate of an officer under the rules of ethics.

Art.53.- Leaders are financially responsible, individually or jointly, in the exercise of their functions mistakes.

Art.54.- A member of a member may resign in the forms and conditions established by the statutes.

A member of a member can be suspended or dismissed by the General Meeting or the Board of Directors for misconduct, including violation of the requirements legato, regulatory or statutory.

